

## AIDE EN LIGNE CVAE

### DÉCLARATION DE LIQUIDATION 1329-DEF

#### Obligations légales

Les personnes physiques ou morales, les sociétés non dotées de la personnalité morale et les fiduciaires pour leur activité exercée en vertu d'un contrat de fiducie qui exercent une activité imposable à la cotisation foncière des entreprises (CFE) et dont le chiffre d'affaires est supérieur à 152 500 € sont assujetties à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) (article 1586 *ter* I du Code général des impôts (CGI)). Les titulaires de bénéfices non commerciaux et assimilés, quel que soit leur effectif salarié, sont également assujettis à la CVAE dans les mêmes conditions.

**Sont légalement assujetties à la CVAE, les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 152 500 €.**

Cependant, **les entreprises dont le chiffre d'affaires est strictement inférieur à 500 000 €** bénéficient, lorsqu'elles ne remplissent pas les conditions de détention fixées au I de l'article 223 A du CGI pour être membre d'un groupe, d'un dégrèvement total de cette cotisation. Ces entreprises **ne sont donc pas redevables de la CVAE** et n'ont pas à souscrire de déclaration de liquidation et de régularisation n° 1329-DEF, sauf si elles ont précédemment versé des acomptes et qu'elles sont en droit de se les voir restituer.

La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est égale à une fraction de la valeur ajoutée produite par l'entreprise.

Pour la détermination de la CVAE, on retient la valeur ajoutée produite et le chiffre d'affaires réalisé au cours d'une période de référence, à l'exception, d'une part, de la valeur ajoutée afférente aux activités exonérées de plein droit de CFE, et, d'autre part, de la valeur ajoutée afférente aux activités exonérées de CVAE en application des dispositions de l'article 1586 *nonies* du CGI.

Cette cotisation fait, le cas échéant, l'objet d'une minoration.

#### NOUVEAUTÉ :

Depuis la précédente réforme de 2021, la CVAE est versée aux collectivités locales, à hauteur de 53 % au profit des communes et de 47 % pour les départements. Quant aux frais de gestion, ils sont versés aux régions depuis 2014.

En application des dispositions de l'article 55 de la loi de finances pour 2023, les encaissements de CVAE et de frais de gestion seront affectés intégralement au budget de l'État, à compter de 2023.

La CVAE est due par le redevable qui exerce une activité au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition (art. 1586 *octies* du CGI).

Toutefois, en cas d'apport, de cession d'activité, de scission d'entreprise ou de transmission universelle du patrimoine mentionnée à l'article 1844-5 du code civil, la CVAE est due également par le redevable qui

n'exerce aucune activité imposable au 1<sup>er</sup> janvier de l'année et auquel l'activité est transmise lorsque l'opération intervient au cours de l'année d'imposition.

Les entreprises redevables de CVAE doivent verser :

- au plus tard le 15 juin de l'année d'imposition, un premier acompte égal à 50 % de la CVAE due ;
- au plus tard le 15 septembre de l'année d'imposition, un second acompte égal à 50 % de la CVAE due.

Les acomptes sont dus par les entreprises dont le montant de la CVAE dû au titre de l'année précédant celle de l'imposition est supérieur à 1 500 €.

L'année suivant celle de l'imposition, le redevable doit procéder à la liquidation définitive de la CVAE sur la déclaration n° 1329-DEF, à souscrire au plus tard le deuxième jour ouvré suivant le 1<sup>er</sup> mai. Cette dernière est accompagnée, le cas échéant, du versement du solde correspondant.

Si la liquidation définitive fait apparaître que les acomptes versés sont supérieurs à la cotisation effectivement due, l'excédent, déduction faite des autres impôts directs dus par le redevable, est restitué dans les 60 jours suivant le deuxième jour ouvré suivant le 1<sup>er</sup> mai (art. 1679 septies du CGI).

En cas de dépôt de la déclaration n° 1329-DEF au-delà du deuxième jour ouvré suivant le 1<sup>er</sup> mai de l'année suivant celle de l'imposition, le délai de restitution de 60 jours court à compter de la date effective de dépôt de la déclaration.

En cas de transmission universelle du patrimoine mentionnée à l'article 1844-5 du code civil, de cession ou de cessation d'entreprise ou de l'exercice d'une profession commerciale, d'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires, ou de décès du contribuable, la déclaration de liquidation et de régularisation n° 1329-DEF doit être souscrite dans un délai de 60 jours décompté soit dans les conditions prévues aux articles 201 ou 202 du CGI, soit au jour du jugement d'ouverture de la procédure collective.

Par exception, en cas d'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire lorsqu'il n'est pas mis fin à la poursuite de l'activité, à défaut de pouvoir procéder à la liquidation définitive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises due au titre de l'année du jugement d'ouverture de la procédure collective, la déclaration de liquidation et de régularisation n° 1329-DEF doit mentionner une estimation du montant de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises due au titre de l'année au cours de laquelle la procédure collective a été ouverte, déterminée en fonction du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée mentionnés dans la dernière déclaration de résultat exigée. Cette obligation déclarative anticipée ne se substitue pas à l'obligation déclarative prévue à l'article 1679 septies (art. 1586 octies du CGI).

Dans cette situation, 2 déclarations n° 1329-DEF doivent être déposées :

- la première, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la date du jugement, à souscrire dans les 60 jours du jugement ;
- la seconde, au titre de l'année complète, à déposer au plus tard le deuxième jour ouvré suivant le 1<sup>er</sup> mai.

Pour les contribuables qui n'emploient aucun salarié en France et ne disposent d'aucun établissement en France mais qui y exercent une activité de location d'immeubles ou de vente d'immeubles, la déclaration de liquidation et de régularisation n° 1329-DEF doit être déposée au lieu de dépôt de la déclaration de résultat (art. 1586 *octies* du CGI).

**La déclaration de liquidation et de régularisation n° 1329-DEF doit être obligatoirement souscrite par voie électronique** (art. 1649 *quater B quater* du CGI).

**Le téléversement de la CVAE est obligatoire** pour toutes les entreprises redevables de la CVAE (art. 1681 *septies* du CGI).

Les sanctions applicables sont régies par les articles 1728 pour les défauts ou les retards de production de la déclaration (majoration de 10 %), 1729 pour les insuffisances de déclaration (majoration de 40 % ou 80 %), 1731 et 1727 pour les retards de paiement (majoration de 5 % et intérêt de retard) et 1738 pour le non-respect de l'obligation de télédéclaration et de télépaiement (majoration de 0,2 %). La majoration de 5 % prévue à l'article 1731 du CGI s'applique également au contribuable qui a minoré ses acomptes dans les conditions prévues à l'article 1679 *septies* du CGI lorsque, à la suite de la liquidation définitive, les versements effectués sont inexacts de plus du dixième.

La loi ESSOC du 10 août 2018 généralise le principe du droit à l'erreur pour les usagers de l'administration.

Les contribuables de bonne foi peuvent corriger leurs erreurs sans pénalité.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr) puis rubrique "Droit à l'erreur".

Les bases imposables et le montant de l'impôt sont arrondis à l'euro le plus proche. Les bases et cotisations strictement inférieures à 0,50 € sont négligées et celles supérieures ou égales à 0,50 € sont comptées pour 1.

Particularités :

Les SCP, SCM et groupements réunissant des membres de professions libérales dotés ou non de la personnalité morale sont imposables en leur nom propre dans les conditions de droit commun. Les associés de ces structures sont imposables à la CVAE en leur nom propre dès lors qu'ils exercent une activité imposable distincte de celle de ces groupements.

Pour les organismes non dotés de la personnalité morale, l'imposition est libellée au nom du ou des gérants.

Pour les entreprises membres d'un groupe économique, la détermination du taux de la CVAE suit des règles particulières.

En effet, le chiffre d'affaires retenu pour le calcul du taux de CVAE des sociétés membres d'un groupe économique pouvant répondre aux conditions de l'article 223 A du CGI s'entend de la somme des chiffres d'affaires de chacune des sociétés membres du groupe économique.

La notion de groupe économique désigne l'ensemble des entreprises qui répondent aux conditions de détention fixées au I de l'article 223 A du CGI pour être membres d'un même groupe.

Ainsi, même si elles n'ont pas opté pour l'intégration fiscale et même si

	<p>elles ne sont pas soumises à l'impôt sur les sociétés, ces entreprises doivent appliquer la consolidation de leurs chiffres d'affaires, sauf si la somme de ces chiffres d'affaires est inférieure à 7 630 000 €.</p> <p>Pour plus d'informations, se référer au BOI-CVAE-LIQ-10.</p> <p>Toutefois, la cotisation reste due par chaque société redevable.</p> <p><u>Application du taux groupe aux groupes bancaires mutualistes</u></p> <p>Le dispositif de consolidation du chiffre d'affaires s'applique aux groupes bancaires mutualistes puisque les liens de détention entre l'organe central et les caisses locales membres du groupe fiscal constitué par le groupe bancaire mutualiste sont prévus au 5<sup>ème</sup> alinéa du I de l'article 223 A du CGI.</p>
<b>Ligne 01</b>	<p>Il s'agit du chiffre d'affaires réel du dernier exercice connu, corrigé le cas échéant pour correspondre à une année pleine (art. 1586 <i>quinquies</i> II du CGI).</p> <p>Ce chiffre d'affaires sert à déterminer le taux effectif d'imposition de l'entreprise, sauf lorsque celle-ci fait partie d'un groupe économique au sens de la CVAE (ligne A3 servie).</p> <p>1/ Si votre exercice est d'une durée de douze mois, indiquez le chiffre d'affaires réalisé au cours de l'année d'imposition, ou au cours du dernier exercice de douze mois clos au cours de cette même année lorsque cet exercice ne coïncide pas avec l'année civile.</p> <p>2/ Si votre exercice n'est pas d'une durée de douze mois, indiquez le chiffre d'affaires ajusté à une période de douze mois.</p> <p>3/ Si vous avez plusieurs exercices clos dans la même année d'imposition, indiquez le total des chiffres d'affaires réalisé.</p> <p>Néanmoins, quelle que soit la durée de l'exercice, il n'est pas tenu compte de la fraction d'exercice clos qui se rapporte à une période retenue pour l'établissement de l'impôt dû au titre d'une ou plusieurs années précédant celle de l'imposition.</p>
<b>Ligne 02</b>	<p>Il s'agit du chiffre d'affaires réel du dernier exercice connu. Il sert au calcul du plafonnement éventuel de la valeur ajoutée, sous réserve des ajustements à apporter en cas d'activités exonérées.</p> <p>Lorsque le dernier exercice coïncide avec une année civile ou correspond à une période de 12 mois, ce chiffre d'affaires est identique à celui déjà renseigné à la ligne A1 : il n'est alors pas nécessaire de remplir la ligne A2.</p> <p>Si votre exercice n'est pas d'une durée de douze mois, indiquez le chiffre d'affaires réel en ligne 02 après avoir indiqué le chiffre d'affaires ajusté à une période de douze mois en ligne 01.</p>
<b>Ligne 03</b>	<p>Indiquez le chiffre d'affaires du groupe lorsque l'entreprise remplit les conditions de détention fixées à l'article 223A du CGI pour être membre</p>

	<p>d'un groupe économique.</p> <p>Le chiffre d'affaires à retenir s'entend de la somme de son chiffre d'affaires et de celui des entreprises qui remplissent les mêmes conditions pour être membres du même groupe, qu'elles soient elles-mêmes assujetties ou non à la CVAE.</p> <p>Toutefois, le CA groupe ne s'applique pas dès lors que la somme des chiffres d'affaires des entreprises membres de ce groupe (et remplissant les conditions de détention du capital définies <i>supra</i>) est inférieure à 7 630 000 €.</p> <p>Cette consolidation ne s'applique que pour déterminer le taux effectif de la CVAE. Elle est sans incidence pour l'appréciation des seuils de 2 000 000 € et de 500 000 € conditionnant respectivement l'octroi du dégrèvement complémentaire de 500 € et le paiement de la cotisation minimum (125 €).</p>
<b>Ligne 04</b>	<p>Cette ligne ne doit pas être servie.</p> <p>Le pourcentage de la valeur ajoutée est calculé automatiquement à partir des éléments déclarés à la ligne 01 (si seule la ligne 01 est servie) ou à la ligne 03 (si les lignes 01 et 03 sont servies).</p> <p>a) Pour les entreprises dont le <b>chiffre d'affaires est inférieur à 500 000 €</b>, le taux est nul ;</p> <p>b) Pour les entreprises dont le <b>chiffre d'affaires est compris entre 500 000 € et 3 000 000 €</b>, le taux est égal à :</p> $0,25 \% \times (\text{montant du chiffre d'affaires} - 500\,000) / 2\,500\,000 ;$ <p>c) Pour les entreprises dont le <b>chiffre d'affaires est compris entre 3 000 000 € et 10 000 000 €</b>, le taux est égal à :</p> $0,25 \% + 0,45 \% \times (\text{montant du chiffre d'affaires} - 3\,000\,000) / 7\,000\,000 ;$ <p>d) Pour les entreprises dont le <b>chiffre d'affaires est compris entre 10 000 000 € et 50 000 000 €</b>, le taux est égal à :</p> $0,7 \% + 0,05 \% \times (\text{montant du chiffre d'affaires} - 10\,000\,000) / 40\,000\,000 ;$ <p>e) Pour les entreprises dont le <b>chiffre d'affaires est supérieur à 50 000 000 €</b>, le taux est égal à 0,75 %.</p> <p><u>N.B.</u> : Les taux mentionnés aux b, c et d sont exprimés en pourcentage et arrondis au centième le plus proche.</p>
<b>Ligne 05</b>	<p>Déclarez le montant de la valeur ajoutée: il figure dans votre liasse fiscale à l'imprimé 2059-E (ligne SA), ou 2033-E (ligne 117), ou 2035-E (ligne JU), ou 2072-E (ligne D12).</p>
<b>Case à cocher</b>	<p>Cochez la case si la limitation de la valeur ajoutée ne s'applique pas.</p>

<b>Ligne 06</b>	<p>Cette ligne ne doit pas être servie.</p> <p>La limitation de la valeur ajoutée est calculée en fonction de la case à cocher.</p> <p>Si la case n'est pas cochée la limitation de la valeur ajoutée est calculée à partir des éléments déclarés figurant en lignes 01 (si seule la ligne 01 est servie) ou 02 (si les lignes 01 et 02 sont servies) ; elle prend en compte dans son calcul le chiffre d'affaires réel et non ajusté à une période de douze mois.</p>
<b>Ligne 07</b>	<p>Cette ligne ne doit pas être servie.</p> <p>Le montant de la cotisation sur la valeur ajoutée brute est calculé automatiquement à partir des éléments déclarés aux lignes 04, 05 et 06.</p> <p>Si l'entreprise a coché la case pour la non-application de la limitation de la valeur ajoutée, alors le calcul est effectué à partir des montants déclarés aux lignes 04 et 05.</p>
<b>Ligne 08</b>	<p>Cette ligne ne doit pas être servie.</p> <p>Le montant de la cotisation avant réduction est calculé automatiquement à partir des éléments déclarés aux lignes 01 et 07.</p> <p><b>N.B. :</b> Pour les entreprises dont le CA est inférieur à 2 000 000 €, la CVAE est minorée de 500 €.</p>
<b>Ligne 09</b>	<p>L'ensemble des exonérations facultatives prévues en matière de CFE est susceptible de s'appliquer à la CVAE (art. 1586 <i>nonies</i> du CGI).</p>
<b>Ligne 10</b>	<p>Les redevables peuvent, <u>sous leur responsabilité</u>, réduire le montant de leur cotisation de manière à ce que le montant de CVAE ne soit pas supérieur à celui qu'ils estiment effectivement dû au titre de l'année d'imposition (art. 1679 <i>septies</i> du CGI).</p> <p>L'entreprise mentionne le montant, autre que celui relatif à des exonérations (porté ligne 09), afin de réduire le montant de sa cotisation qu'elle estime devoir acquitter.</p>
<b>Ligne 11</b>	<p>Cette ligne ne doit pas être servie.</p> <p>Le montant de la cotisation est calculé automatiquement à partir des éléments déclarés aux lignes 08, 09 et 10.</p> <p>Si le montant du CA (ligne 01) est supérieur à 500 000 € et que le montant résultant de (08-09-10) est inférieur à 125 €, alors le montant calculé ligne 11 est égal à 125 €.</p>

<b>Ligne 12</b>	Indiquez le total des lignes “acompte à verser” figurant sur les formulaires d’acompte n° 1329-AC de juin et de septembre de l’année N-1, correspondant à la somme des montants des acomptes déjà versés au titre de la CVAE.
<b>Ligne 13</b>	Cette ligne ne doit pas être servie.  Le montant du solde de CVAE à payer est calculé automatiquement à partir des éléments figurant lignes 11 et 12.
<b>Ligne 14</b>	Cette ligne ne doit pas être servie.  Le montant de l'excédent de CVAE est calculé automatiquement à partir des éléments figurant lignes 11 et 12.
<b>Case à cocher</b>	Cochez la case si vous êtes exonéré du paiement de la taxe additionnelle.
<b>Ligne 15</b>	Cette ligne ne doit pas être servie.  La taxe additionnelle est calculée en fonction de la case à cocher. Si la case est cochée, alors le montant est à blanc. Si la case n'est pas cochée, la taxe additionnelle est calculée automatiquement à partir des éléments figurant ligne 14.  Pour 2019, le taux de la taxe additionnelle est de 1,73 %.  Pour 2020, le taux de la taxe additionnelle est de 1,73 %.  Pour 2021, le taux de la taxe additionnelle est de 3,46 %.  Pour 2022, le taux de la taxe additionnelle est de 3,46 %.
<b>Ligne 16</b>	Indiquez le total des lignes “taxe additionnelle” figurant sur les formulaires d’acompte n° 1329-AC de juin et de septembre de l’année N-1, correspondant à la somme des montants des acomptes déjà versés au titre de la taxe additionnelle.
<b>Ligne 17</b>	Cette ligne ne doit pas être servie.  Le montant du solde de taxe additionnelle à payer est calculé automatiquement à partir des éléments figurant lignes 15 et 16..
<b>Ligne 18</b>	Cette ligne ne doit pas être servie.  Le montant de l'excédent de taxe additionnelle est calculé automatiquement à partir des éléments figurant lignes 15 et 16.

<b>Ligne 20</b>	<p>Cette ligne ne doit pas être servie.</p> <p>Le montant des frais de gestion (au taux de 1 %) est calculé automatiquement à partir des éléments déclarés aux lignes 11 et 15.</p>
<b>Ligne 21</b>	<p>Indiquez le total des lignes "frais de gestion" figurant sur les formulaires d'acompte n° 1329AC de juin et de septembre de l'année N-1, correspondant à la somme des montants des acomptes déjà versés au titre des frais de gestion.</p>
<b>Ligne 22</b>	<p>Cette ligne ne doit pas être servie.</p> <p>Le montant du solde des frais de gestion à payer est calculé automatiquement à partir des éléments figurant lignes 20 et 21.</p>
<b>Ligne 23</b>	<p>Cette ligne ne doit pas être servie.</p> <p>Le montant de l'excédent des frais de gestion est calculé automatiquement à partir des éléments figurant lignes 20 et 21.</p>
<b>Ligne 24</b>	<p>Cette ligne ne doit pas être servie.</p> <p>Le montant du total des acomptes versés est calculé automatiquement à partir des éléments figurant lignes 12, 16 et 21.</p>
<b>Ligne 25</b>	<p>Cette ligne ne doit pas être servie.</p> <p>Le montant du total à payer est calculé automatiquement à partir des éléments figurant lignes 13, 17 et 22.</p>
<b>Ligne 26</b>	<p>Cette ligne ne doit pas être servie.</p> <p>Le montant du total des excédents est calculé automatiquement à partir des éléments figurant lignes 14, 18 et 23.</p>
<b>Ligne 27</b>	<p>Cette ligne ne doit pas être servie.</p> <p>Le montant de CVAE due est calculé automatiquement à partir des éléments figurant lignes 25 et 26.</p>
<b>Ligne 28</b>	<p>Cette ligne ne doit pas être servie.</p> <p>Le montant de l'excédent de versement est calculé automatiquement à partir des éléments figurant lignes 25 et 26.</p>